



## *STATUTS - OPTION B*

### *I - BUT ET COMPOSITION*

#### **Article 1er**

L'association dite FEDERATION FRANCAISE MOTONAUTIQUE, (FFM) régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les Associations a été constituée le 8 mars 1922 et reconnue d'utilité publique par décret N° 171 du 23 juillet 1981.

Elle a été fondée par:

. L'AUTOMOBILE CLUB DE FRANCE (A.C.F) seul pouvoir accrédité au sein de l'Association Internationale du Yachting Automobile (A.I.Y.A) existant avant 1914 et dissoute en 1922,

et:

. L'HELICE CLUB DE FRANCE (H.C.F) agissant en tant qu'association de société du Yachting Automobile existant en France.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Paris, 49 rue de Boulainvilliers, 75016 PARIS. Il peut être transféré dans cette ville par simple décision du Conseil Fédéral et dans une autre commune par délibération de l'Assemblée Générale.

Elle a pour objet de régir en France le Motonautisme sous toutes ses formes, et plus généralement l'utilisation de tous engins motorisés sportifs et de loisirs se déplaçant en milieu aquatique, subaquatique, tels que bateaux inshore et offshore, jet (V.N.M.), hydroglisseurs et des engins amphibies (tels que les aéroglisseurs), navigation de plaisance, et de le représenter, tant auprès des Pouvoirs Publics qu'auprès du COMITE NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANCAIS (C.N.O.S.F) et de toutes autorités françaises et étrangères. Elle s'interdit toute discrimination.

Elle veille au respect de la charte déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF).

La Fédération Française Motonautique, seule, représente la France auprès des Fédérations internationales: UNION INTERNATIONALE MOTONAUTIQUE (U.I.M), INTERNATIONAL JET SPORT BOATING ASSOCIATION (I.J.S.B.A), WORLD HOVERCRAFT FEDERATION (W.H.F) EUROPEAN HOVERCRAFT FEDERATION (E.H.F); etc..., et auprès des Fédérations Nationales étrangères des sports et de motonautisme.

Elle suscite et facilite les manifestations sportives et de plaisance avec un développement durable dans le fonctionnement du monde sportif et dans le respect de l'environnement, elle soutient les efforts de toutes les associations françaises qui sont sous l'égide de la Fédération s'occupant de toutes les disciplines motonautiques sous toutes leurs formes par la formation et la mise à disposition de personnels et matériels.

## **Article 2**

La Fédération se compose de groupements sportifs constitués dans les conditions prévues au chapitre II – titre 1<sup>er</sup> de la loi N° 84-610.

La FFM groupe, en qualité de membre, des organismes à but lucratif, appelés membres associés, dont l'objet est la pratique d'une ou plusieurs de ses disciplines et qu'elle autorise à délivrer des licences.

## **Article 3**

L'affiliation à la Fédération ne peut être refusée à un groupement sportif constitué pour la pratique de l'une ou plusieurs des disciplines comprises dans l'objet de la Fédération, que s'il ne satisfait pas aux conditions mentionnées à l'article 2 du décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives, ou si l'organisation de ce groupement n'est pas compatible avec les présents statuts.

## **Article 4**

Les groupements sportifs affiliés contribuent au fonctionnement de la Fédération par le paiement d'une cotisation dont le montant et les modalités de versement sont fixés par l'Assemblée générale.

Tous les membres des groupements sportifs doivent être titulaires d'une carte d'adhésion dont le montant est défini par l'assemblée générale.

## **Article 5**

La qualité de membre de la Fédération se perd par la démission qui, s'il s'agit d'une personne morale doit être décidée dans les conditions prévues par ses statuts, ou par la radiation.

La radiation est prononcée par le Bureau Exécutif pour non-paiement des cotisations ou pour tout motif grave, sur proposition du Conseil Fédéral. Elle ne peut intervenir que dans les conditions prévues par les alinéas 2 et 3 de l'article 6 des présents statuts.

## **Article 6**

Les sanctions disciplinaires applicables aux groupements sportifs affiliés à la Fédération, aux membres licenciés de ces groupements et aux membres licenciés de la Fédération sont fixées par le règlement disciplinaire.

## **Article 7**

Les moyens d'action de la Fédération sont notamment:

- . l'organisation des Championnats, Grands Prix, Coupes de France et records des différentes disciplines motonautiques, ainsi que toute autre compétition nationale ou internationale,
- . la délivrance des licences et des titres nationaux,
- . la sélection des athlètes devant représenter la France dans les compétitions internationales,
- . la définition des critères permettant la classification des athlètes dans les catégories dites de « Haut Niveau »,
- . l'adoption et la promulgation des règlements pour la pratique des divers sports motonautiques en compétition ou non,
- . l'adoption et la promulgation des règles de sécurité et de prévention pour la pratique des divers sports motonautiques en compétition ou non,
- . la nomination des jurys pour la délivrance de brevets intéressant les diverses activités fédérales,
- . la désignation des instructeurs, moniteurs d'enseignement du motonautisme dans les diverses spécialités,
- . l'organisation des stages de formation et de perfectionnement dans les différentes disciplines fédérales,
- . la délivrance des brevets fédéraux concernant les sports motonautiques,
- . la désignation des représentants fédéraux dans les jurys d'examen pour l'obtention des brevets d'Etat,
- . la contribution à la recherche scientifique appliquée au domaine motonautique,
- . la mise en place de comités régionaux ou départementaux et la coordination des activités interclubs,
- . l'information de ses adhérents, notamment par la publication d'une revue fédérale,
- . l'organisation de toute réunion, manifestation, concours, prix, susceptible de favoriser les buts ci-dessus définis ainsi que le sport de masse,
- . la défense sur le plan national des intérêts communs aux différents clubs pratiquant les activités définies ci-dessus,
- . la couverture en responsabilité civile de ses associations et membres affiliés,
- . l'adoption et la promulgation des règles concernant l'enseignement bénévole et la pratique des activités motonautiques.

Des personnels de l'Etat ou des agents publics rémunérés par lui peuvent exercer auprès d'elle des missions de conseillers techniques sportifs, selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat.

### **Article 8**

I - La Fédération peut constituer en son sein sous la forme d'associations déclarées de la loi de 1901 ou inscrites selon la loi locale dans les départements du Bas Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle, des organismes départementaux ou régionaux chargés de représenter la fédération dans leur ressort territorial respectif et d'y assurer l'exécution d'une partie de ses missions.. Sauf dérogation accordée par le Ministre chargé des sports, ces organismes doivent avoir comme ressort territorial celui des services extérieurs du ministre chargé des sports. Leurs statuts doivent être compatibles avec ceux de la Fédération.

Les organismes régionaux, départementaux ou locaux constitués par la Fédération dans les départements d'outre-mer, à Saint Pierre et Miquelon ou à Mayotte peuvent en outre, les cas échéant, conduire des actions de coopération avec les organisations sportives des Etats de la zone géographique dans laquelle ils sont situés et, avec l'accord de la fédération, organiser des compétitions ou manifestations sportives internationales à caractère régional ou constituer des équipes en vue de participer à de telles compétitions ou manifestations.

II - Les statuts des organismes départementaux, régionaux et nationaux doivent prévoir, en outre, que l'association est administrée par un Conseil Fédéral constitué suivant les règles fixées, pour la Fédération, par les articles 11 et 13 des présents statuts. Toutefois le nombre minimum de membres des conseils fédéraux de ces organismes peut être inférieur à celui prévu à l'article 11 pour celui de la Fédération. Le nombre de voix à l'assemblée générale est déterminé selon le barème prévu au troisième alinéa de l'article 9 des présents statuts.

### **Article 8 bis**

Les licenciés participent aux activités et au fonctionnement de la fédération, notamment en pouvant être candidat à l'élection des membres des instances dirigeantes de la fédération ou des organismes constitués en application de l'article 8 des présents statuts.

La licence prévue à l'article 16 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 est délivrée au pratiquant aux conditions générales suivantes, détaillées dans le règlement intérieur :

- sous réserve que le pratiquant s'engage à respecter l'ensemble des règles et règlements, notamment fédéraux, relatifs à la pratique sportive ainsi que les règles relatives à la protection de la santé publique
- selon les critères liés, notamment à l'âge, à la nature de la discipline pratiquée, à la durée de la saison sportive, à la participation à des compétitions.

La licence confère à son titulaire le droit de participer au fonctionnement et aux activités de la Fédération.

La licence est annuelle et délivrée pour la durée de la saison sportive du 1<sup>ER</sup> janvier au 31 décembre.

La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée de la Fédération.

La licence ne peut être retirée à son titulaire que pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire ou le règlement disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage.

Les licences sportives sont attribuées par les groupements sportifs, les licences promotionnelles ou de plaisance peuvent être délivrées par les membres associés. Tout licencié peut être soumis aux sanctions disciplinaires de l'article 6.

## *II - L'ASSEMBLEE GENERALE*

### **Article 9**

A) - L'Assemblée Générale se compose :

- 1 - des représentants des groupements affiliés à la Fédération,
- 2 - des représentants des membres associés désignés. Ces représentants doivent être licenciés à la Fédération.

Ils disposent d'un nombre de voix calculé d'après le nombre de licences délivrées dans leur groupement par la Fédération au cours de l'année civile écoulée, et pour les nouveaux adhérents, s'ils sont affiliés depuis plus de 6 mois, en fonction du nombre de licences comptabilisé 45 jours avant la date prévue pour l'assemblée générale. Les comptes de chaque exercice sont approuvés par les seuls adhérents de cet exercice.

Chaque association affiliée, en règle avec la Fédération, et éventuellement avec ses Comités régionaux et départementaux, et ayant acquitté ses cotisations, redevances ou amendes, disposent:

1° - Du seul fait de son affiliation:

- d'une voix pour chacune de ses catégories de licences effectivement délivrées à ses membres: sportif bateau, sportif jet, sportif aéroglisseur, navigation de plaisance et modèle réduit.

- d'un nombre de voix supplémentaires déterminé en fonction du nombre de ses licenciés annuels, selon les barèmes suivants, pour les catégories: BATEAU, JET, AERONGLISSEUR, PLAISANCE :

de	2	à	5 licenciés	1 voix
de	6	à	15 licenciés	2 voix
de	16	à	25 licenciés	3 voix
de	26	à	50 licenciés	4 voix
de	51	à	100 licenciés	5 voix
de	101	à	250 licenciés	6 voix
de	251	à	500 licenciés	7 voix
de	501	à	1000 licenciés	8 voix

et successivement, 1 voix par tranche supplémentaire de 500 licenciés pratiquants.

Seules pourront bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent les association affiliées en règle avec la loi du 1er juillet 1901 ou avec le droit civil local dans les départements du Bas Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle et constituées dans les conditions prévues au décret 2002 – 488.

Seuls sont considérés comme licenciés, les membres ayant acquitté une licence correspondant au complet exercice sur lequel il est statué.

Les cartes motonautiques et les cartes de loisir découverte, sans assurance, délivrées ne sont pas assimilables à une licence et ne participent à aucun vote. Les licences navigation de plaisance, les licences promotionnelles annuelles acquittées sont intégrées aux voix votatives.

Les licences plaisance annuelles, souscrites hors club, sont affectées aux clubs locaux ayant déjà des pratiquants de la discipline.

Les cartes loisirs découvertes délivrées par les membres associés ou affiliés ne sont pas votatives (voir article 2).

Les cartes de membre plaisance et les cartes individuelle accident ne sont pas assimilables à une licence et ne sont pas intégrées aux voix votatives.

2° - Les clubs ayant des licenciés modélistes ne bénéficieront à ce titre, que de la voix d'affiliation, compte tenu de la simple qualité d'affilié sous contrat de la FFMN (Fédération Française de Modélisme Naval).

3° - Le nombre de voix dont disposent les associations leur sera communiqué chaque année. Toute réclamation parvenue 15 jours après l'envoi de cette liste sera rejetée. Le Conseil Fédéral de la Fédération jugera sans appel.

B) - Peuvent assister à l'Assemblée Générale, les agents rétribués par la fédération sous réserve de l'autorisation du président.

## **Article 10**

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président de la Fédération. Elle se réunit au moins une fois l'an à la date fixée par le Conseil Fédéral; en outre, elle se réunit chaque fois que sa convocation est demandée par le Conseil Fédéral ou par le tiers des membres de l'Assemblée Générale représentant le tiers des voix totales.

L'Assemblée Générale ordinaire est convoquée 30 jours à l'avance par courrier circulaire.

L'ordre du jour est fixé par le Conseil Fédéral.

L'Assemblée Générale définit, oriente et contrôle la politique générale de la Fédération. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du Conseil Fédéral et sur la situation morale et financière de la Fédération. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget. Elle fixe les cotisations de ses membres.

Elle adopte, sur proposition du Conseil Fédéral, le règlement intérieur, le règlement disciplinaire, le règlement financier et le règlement disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage.

L'Assemblée Générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les

baux de plus de neuf ans. Elle décide seule de l'aliénation des biens mobiliers dépendant de la dotation et des emprunts.

Les délibérations de l'Assemblée générale relatives à l'échange ou à l'aliénation d'immeubles dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques sur ces immeubles, à l'aliénation des biens meubles dépendant de la dotation et aux emprunts, ne produisent effet qu'après leur approbation par l'autorité administrative.

Les votes de l'Assemblée Générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.

Les procès verbaux de l'Assemblée Générale et les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année aux groupements affiliés à la Fédération par voie postale, ainsi qu'au Ministre des Sports.

#### ARTICLE 5.2. DU DECRET N° 2004-22 DU 7 JANVIER 2004

Les procès-verbaux de l'assemblée générale et les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année aux associations membres de la fédération et, le cas échéant, aux membres mentionnés aux 1.2.2.2. et 1.2.2.3., ainsi qu'au Ministre chargé des sports.

### ***III - ADMINISTRATION***

#### ***III - 1 - LE CONSEIL FEDERAL***

##### **Article 11**

La Fédération est administrée par un Conseil Fédéral de 22 membres qui exerce les attributions qui lui sont confiées par les présents statuts. Le Conseil Fédéral suit l'exécution du budget. Le règlement intérieur peut le charger également d'adopter les règlements sportifs et le règlement médical. Toutefois, les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs ne produisent effet qu'après leur approbation par l'autorité administrative.

Les membres du Conseil Fédéral sont élus au scrutin secret uninominal majoritaire à deux tours par l'assemblée générale pour une durée de quatre ans. Ils sont rééligibles. Le mandat du Conseil Fédéral expire au plus tard le 31 mars suivant les derniers jeux olympiques d'été. Les postes vacants au Conseil Fédéral avant l'expiration de ce mandat, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus lors de l'assemblée générale suivante.

Ne peuvent être élues au Conseil Fédéral:

1 - Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales;

2 - Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales,

3 - Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif.

Le Conseil Fédéral doit comprendre au moins un médecin licencié, un arbitre ou un juge et un représentant des membres associés élus par ses pairs.

La représentation des femmes et des hommes est assurée conformément aux dispositions de l'article L. 131-8 du code du sport. Ainsi, au sein du Conseil Fédéral, la proportion des femmes est égale à 25 % des sièges. En l'absence de candidature féminine, le ou les postes seront laissés vacants et complétés lors de l'assemblée générale la plus proche.

### **Article 12**

L'Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Conseil Fédéral avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après:

1 - l'Assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant, le tiers des voix;

2 - les deux tiers des membres de l'Assemblée Générale doivent être présents ou représentés;

3 - la révocation du Conseil Fédéral doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

Le Conseil Fédéral peut mettre fin au mandat du Président de la Fédération et aux fonctions du Bureau Exécutif par un vote à la majorité des deux tiers des membres le composant. En ce cas, le Président du Conseil Fédéral assure l'intérim des fonctions du Président de la Fédération. Il est procédé, dans les plus brefs délais, au renouvellement du Conseil Fédéral dans son ensemble et à l'élection d'un nouveau Président de la fédération. Les mandats du Président de la fédération et des membres du Conseil Fédéral expirent à la date prévue pour leurs prédécesseurs.

En cas de vacance de poste, celui-ci sera *pourvu* lors de l'Assemblée Générale suivante.

### **Article 13**

Le Conseil Fédéral se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le Président de la Fédération; la convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres.

Le Conseil Fédéral ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent.

Le Directeur technique national assiste avec voix consultative aux séances du Conseil Fédéral. Les agents rétribués de la Fédération peuvent assister aux séances avec voix consultative s'ils y sont autorisés par le Président.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.



#### **Article 14**

Les membres du Conseil Fédéral ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Le Conseil Fédéral vérifie les justifications présentées à l'appui des demandes de remboursement de frais. Il statue sur ces demandes hors de la présence des intéressés.

#### **Article 15**

La Fédération est administrée par un Bureau Exécutif qui exerce l'ensemble des attributions que les statuts n'attribuent pas à l'Assemblée Générale ou à un autre organe de la Fédération. Le Président de la Fédération est élu au scrutin secret uninominal majoritaire à deux tours par les membres de l'Assemblée Générale. Le vote par correspondance est autorisé pour l'élection du Président. Le Règlement Intérieur fixe les modalités d'organisation de l'élection. Lors des nouvelles élections, le mandat du Président en poste peut être maintenu jusqu'à ce que les 4 années soient révolues, pour la gestion des affaires en cours.

#### **Article 16**

Le Bureau Exécutif est composé, outre le Président, de 6 personnes minimum et 8 personnes maximum :

- 1 Vice-président
- 1 Secrétaire Général
- 1 Trésorier
- 2 membres discipline bateau
- 2 membres discipline jet

Elu par le Conseil Fédéral sur proposition du Président de la fédération, la composition du Bureau Exécutif est fixée par le Règlement Intérieur. Le Conseil Fédéral peut mettre fin aux fonctions d'un membre du Bureau Exécutif sur proposition du Président. Les membres du Bureau Exécutif ne sont pas obligatoirement issus du Conseil Fédéral.

Le Bureau Exécutif exerce l'ensemble des attributions que les statuts n'attribuent pas à l'Assemblée Générale et au Conseil Fédéral.

- a) - décide de l'opportunité de rendre exécutoires les propositions des commissions fédérales,
- b) - nomme les entraîneurs des équipes nationales et instructeurs fédéraux sur proposition des commissions concernées,
- c) - présente aux instances compétentes toutes les candidatures à l'échelon international sur proposition des commissions concernées,
- d) - entretient toutes les relations utiles avec les organisations sportives françaises et étrangères ainsi qu'avec les pouvoirs publics,
- e) - décerne souverainement le label F.F.M. aux établissements de son choix en fonction du cahier des charges de la Fédération,

- f) - entérine les critères caractérisant les athlètes de haut niveau dont les disciplines ne sont pas reconnues comme telles par la Direction des Sports (haut niveau),
- g) - décide éventuellement du transfert de siège social dans la ville de Paris,
- h) - décerne les médailles et récompenses sur proposition des commissions prévues à cet effet,
- i) - étudie et accorde les budgets fédéraux aux commissions et les subventions ministérielles,
- j) – Le Bureau Exécutif peut prononcer des mesures disciplinaires à effet immédiat, jusqu’à comparution de la personne concernée devant la Commission Disciplinaire de 1<sup>ère</sup> Instance
- k) - fixe chaque année le montant des différentes cotisations fédérales.

#### Article 17

Le Président préside le Bureau Exécutif et l’Assemblée Générale. Il ordonnance les dépenses. Il représente la Fédération dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Le Président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Toutefois, la représentation de la Fédération en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d’un pouvoir spécial.

### III - 2 - DISPOSITIONS COMMUNES RELATIVES AU PRESIDENT

#### Article 17 bis

Sont incompatibles avec le mandat de Président de la Fédération les fonctions de chef d’entreprise, de président de conseil d’administration, de président et de membre de directoire, de président de conseil de surveillance, d’administrateur délégué, de directeur général, de directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements, dont l’activité consiste principalement dans l’exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de la Fédération, de ses organes internes ou des clubs qui lui sont affiliés.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction de l’un des établissements, sociétés ou entreprises ci-dessus visées.

#### Article 18

En cas de vacance du poste de Président, pour quelque cause que ce soit, les fonctions de Président sont exercées provisoirement par le Vice-président.

Dès sa première réunion suivant la vacance, l’assemblée générale élit un nouveau président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

### **III - 3 AUTRES ORGANES DE LA FEDERATION**

#### **Article 19**

Le Conseil Fédéral constitue les commissions dont la création est prévue par le Ministère chargé des sports. Un membre au moins du Conseil Fédéral doit siéger dans chacune de ces commissions.

Une commission de surveillance des opérations électorales chargée de veiller, lors des opérations de vote relatives à l'élection du Président et des instances dirigeantes, au respect des dispositions prévues par les statuts et le règlement intérieur.

. Elle se compose de trois membres, dont une majorité de personnes qualifiées, et l'impossibilité pour ces membres d'être candidats aux élections pour la désignation des instances dirigeantes de la fédération ou de ses organes déconcentrés,

. Les modalités de saisine de cette commission

Cette commission peut être saisie par les membres composant l'Assemblée générale.

. La possibilité pour la commission de procéder à tous les contrôles et vérifications utiles

. La compétence de la commission pour :

- a) émettre un avis sur la recevabilité des candidatures
- b) avoir accès à tout document aux bureaux de vote, leur adresser tous conseils et former à leur intention toutes observations susceptibles de les rappeler au respect des dispositions statutaires
- c) se faire présenter tout document nécessaire à l'exercice de ses missions
- d) en cas de contestation d'une irrégularité, exiger l'inscription d'observations au procès-verbal, soit avant la proclamation des résultats, soit après cette proclamation.

. Une commission médicale dont la composition et le fonctionnement sont précisés par le règlement intérieur

. Une commission des juges et arbitres, qui a pour mission de proposer les conditions dans lesquelles sont assurés la formation et le perfectionnement des arbitres et juges des disciplines pratiquées par la fédération.

#### **Article 20**

Le Conseil Fédéral peut, avec l'accord du Ministre chargé des sports dans les conditions prévues à l'article 19 ci-dessus, instituer une commission chargée de la représentation des amateurs et de l'organisation des compétitions qui leur sont destinées. Cette commission est consultée avant toute décision relative à ce sujet.

## IV - DOTATION ET RESSOURCES ANNUELLES

### Article 21

La dotation comprend:

- 1 - une somme de 15 250 €, minimum constituée en valeurs nominatives placées conformément à la réglementation en vigueur;
- 2 - les immeubles nécessaires au but recherché par la Fédération, ainsi que les bois, forêts ou terrains à boiser;
- 3 - les capitaux provenant des libéralités, à moins que l'emploi immédiat en ait été autorisé par l'Assemblée Générale;
- 4 - les sommes versées par le rachat des cotisations;
- 5 - le dixième au moins, annuellement capitalisé, du revenu net des biens de la Fédération;
- 6 - la partie des excédents de ressources qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de la Fédération.

### Article 22

Les ressources annuelles de la Fédération comprennent:

- 1 - le revenu de ses biens, à l'exception de la fraction prévue à l'article 21 § 5 ci dessus;
- 2 - les cotisations et souscriptions de ses membres;
- 3 - le produit des licences et manifestations;
- 4 - les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics;
- 5 - le produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice;
- 6 - les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente;
- 7 - le produit des rétributions perçues pour services rendus.
- 8 – Que les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après approbation administrative adoptée dans les conditions prévues par l'article 910 du code civil, l'article 7 de la loi du 4 février 1901 et le décret n° 66-388 du 13 juin 1966.

### Article 23

La comptabilité de la Fédération est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur. Sous réserve des dispositions de l'article 24 du décret n° 85-295 du 1er mars 1985, cette

comptabilité fait apparaître annuellement un compte d'exploitation, le résultat de l'exercice, et un bilan.

Une comptabilité distincte, formant un chapitre spécial de la comptabilité de la Fédération, est tenue par les Comités départementaux, régionaux.

Il est justifié chaque année auprès du Préfet du département du siège de la Fédération, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre chargé des sports, de l'emploi des fonds provenant des subventions reçues par la Fédération au cours de l'année écoulée.

## V - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

### Article 24

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire, dans les conditions prévues au présent article, sur proposition du Conseil Fédéral ou sur proposition du dixième des membres dont se compose l'Assemblée Générale Extraordinaire, représentant le dixième des voix.

Dans l'un ou l'autre cas, la convocation, accompagnée de l'ordre du jour mentionnant les propositions de modification, est adressé aux groupements affiliés à la Fédération 30 jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres, représentant au moins la moitié des voix sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour; la convocation est adressée aux membres de l'Assemblée quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'Assemblée Générale Extraordinaire statue alors sans condition de quorum.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents, détenant au moins les deux tiers des voix.

### Article 25

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut prononcer la dissolution de la Fédération que si elle est convoquée spécialement à cet effet et dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

### Article 26

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la Fédération.

En ce qui concerne la dissolution, dans cette hypothèse l'assemblée générale attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique, ou à des établissements mentionnés à l'article 6, cinquième alinéa, de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 modifiée.

### Article 27

Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire concernant la modification des statuts, la dissolution de la Fédération et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai au Ministre chargé des sports et au Ministre de l'Intérieur.

Elles ne prennent effet qu'après approbation du Gouvernement.

## VI - SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR

### Article 28

Le Président de la Fédération ou son délégué fait connaître dans les trois mois, à la Préfecture du département ou à la Sous Préfecture de l'arrondissement où elle a son siège, tous les changements intervenus dans la direction de la Fédération.

Les documents administratifs de la Fédération et ses pièces de comptabilité, dont un règlement financier, sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre de l'Intérieur ou du Préfet, à eux-mêmes ou à leur délégué ou à tout fonctionnaire accrédité par eux : et que le rapport annuel et les comptes –y compris ceux des instances locales- sont adressés chaque année au Préfet du département et au ministre de l'intérieur.

Le rapport moral et le rapport financier et de gestion sont adressés chaque année au Ministre chargé des sports et au Ministre de l'Intérieur, ainsi qu'au Préfet.

Un bulletin publie les règlements édictés par la Fédération.

### Article 29

Le Ministre chargé des sports et le Ministre de l'Intérieur ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par la Fédération et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

### Article 30

Un règlement particulier, pris avec l'accord du Ministre chargé des sports et après avis du Comité national olympique et sportif français, fixe les conditions d'agrément par la Fédération des établissements mentionnés à l'article 9 et les conditions dans lesquelles sont délivrées les licences dans ces établissements.

Le Règlement Intérieur, préparé par la ou les instances dirigeantes et adopté par l'assemblée générale, est adressé à la préfecture du département et ne peut entrer en vigueur ni être modifié qu'après approbation du ministre de l'intérieur.

Le Règlement Intérieur et les modifications qui lui sont apportées sont communiquées au Ministre chargé des sports, au Ministre de l'Intérieur et au Préfet du département ou de l'arrondissement où la Fédération a son siège social.

Les présents statuts ont été adoptés en Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 25 mars 2017

Jean-Marie LHOMME  
Président

Raymond QUEVAL  
Secrétaire Général

DOSSIER N° ISBN : 978-2-919073-03-0